

Accord
instituant la Conférence européenne
de biologie moléculaire

Agreement
establishing the European
Molecular Biology Conference

Übereinkommen
zur Gründung einer Europäischen Konferenz
für Molekularbiologie

A C C O R D
INSTITUANT LA CONFERENCE EUROPEENNE
DE BIOLOGIE MOLECULAIRE

LES ETATS parties au présent Accord,

CONSCIENTS du rôle important joué par la biologie moléculaire pour le progrès de la science et le bien-être de l'humanité;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de compléter et d'intensifier par une action intergouvernementale la coopération internationale existant déjà dans ce domaine;

DESIREUX de développer la coopération européenne dans le domaine de la biologie moléculaire en vue de favoriser des activités qui se distinguent par leurs mérites scientifiques;

PRENANT ACTE de l'acceptation par l'Organisation européenne de biologie moléculaire, appelée ci-après "l'OEBM", des dispositions contenues dans le présent Accord et la concernant;

SONT CONVENUS de ce qui suit:

Article I

Institution de la Conférence

Il est institué une Conférence européenne de biologie moléculaire, appelée ci-après "la Conférence".

Article III

La Conférence

1. Les Membres de la Conférence sont les Etats parties au présent Accord.

2. La Conférence peut, par une décision prise à l'unanimité des Membres présents et votants, permettre à d'autres Etats européens, ainsi qu'aux Etats ayant apporté une contribution importante aux travaux de l'OEBM dès sa fondation, de devenir Membres en adhérant au présent Accord après son entrée en vigueur.

3. La Conférence peut, par une décision prise à l'unanimité des Membres présents et votants, établir une coopération avec des Etats non Membres, des organisations nationales ou des organisations internationales gouvernementales ou non gouvernementales. Les conditions et les modalités d'une telle coopération sont définies par la Conférence, à l'unanimité des Membres présents et votants, dans chaque cas selon les circonstances.

Article IV

Fonctionnement et compétences de la Conférence

1. La Conférence se réunit une fois par année en session ordinaire. Elle peut en outre se réunir en session extraordinaire à la demande des deux tiers de tous les Membres.

2. Chaque Membre est représenté par deux délégués au plus. Les délégués peuvent être accompagnés de conseillers. La Conférence élit un Président et deux Vice-Présidents, dont le mandat s'étend jusqu'à la session ordinaire suivante.

- k) approuve et publie ses comptes annuels vérifiés;
 - l) approuve le rapport annuel présenté par le Secrétaire Général.
4. a) (i) Chaque Membre dispose d'une voix à la Conférence.
- (ii) Un Membre ne peut toutefois voter sur les modalités d'exécution d'un Projet Spécial que s'il participe à ce Projet.
- (iii) Les Etats qui ont signé mais non encore ratifié, accepté ou approuvé le présent Accord pourront se faire représenter à la Conférence et participer à ses travaux, sans droit de vote, pendant un délai de deux ans après l'entrée en vigueur de l'Accord.
- (iv) Un Membre n'a pas le droit de vote à la Conférence s'il n'a pas versé ses contributions pendant deux exercices financiers consécutifs.
- b) Sauf dispositions contraires du présent Accord, les décisions de la Conférence sont prises à la majorité des Membres présents et votants.
- c) La présence de délégués de la majorité de tous les Membres est nécessaire pour que la Conférence délibère et vote valablement.

Article V

Le Secrétaire Général

1. La Conférence désigne à la majorité des deux tiers de tous les Membres un Secrétaire Général pour une période déterminée. Le Secrétaire Général reste en fonction jusqu'à la désignation de son successeur. Il as-

- c) toute autre ressource et notamment tout don offert par des organisations ou personnes privées, sous réserve de l'approbation préalable de la Conférence donnée à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants.

Article VII

Contributions et vérification des comptes

1. Chaque Membre contribue aux dépenses résultant tant de l'exécution du Programme Général que des frais inhérents au fonctionnement de la Conférence selon un barème fixé tous les trois ans par la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les Membres et basé sur la moyenne du revenu national net au coût des facteurs de chaque Membre pendant les trois dernières années pour lesquelles on dispose de statistiques.

2. La Conférence peut décider, à la majorité des deux tiers de tous les Membres, de tenir compte de circonstances spéciales à un Membre et modifier sa contribution en conséquence. Pour l'application de la présente disposition, on considère notamment qu'il y a "circonstances spéciales" lorsque le revenu national par habitant dans un Etat Membre est inférieur à un montant qui sera déterminé par la Conférence à la même majorité.

3. Lorsqu'un Etat devient partie à l'Accord ou cesse de l'être, le barème des contributions mentionné au paragraphe 1 est modifié. Le nouveau barème prend effet au début de l'exercice financier suivant.

4. Le Secrétaire Général informe les Membres du montant de leurs contributions en unités de compte, définies par un poids de 0,88867088 grammes d'or fin, et des dates de versement.

4. Les amendements entrent en vigueur trente jours après le dépôt de la dernière acceptation écrite.

Article X

Liquidation

Sous réserve de tout accord qui pourrait être conclu entre les Membres au sujet de la dissolution de la Conférence, le Secrétaire Général sera chargé des questions de liquidation. Sauf décision contraire de la Conférence, l'actif sera réparti entre les Membres au prorata des contributions versées depuis qu'ils sont parties au présent Accord. S'il existe un passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes Membres au prorata des contributions fixées pour l'exercice financier en cours.

Article XI

Clauses finales

1. Le présent Accord sera ouvert à la signature des Etats qui l'ont établi.

2. Le présent Accord est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments correspondants sont déposés auprès du Gouvernement suisse.

3. Tout Etat non signataire du présent Accord peut y adhérer s'il remplit les conditions fixées à l'article III, 2. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Gouvernement suisse.

- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c) l'entrée en vigueur du présent Accord;
- d) toute acceptation écrite notifiée en vertu de l'article IX, 3.;
- e) l'entrée en vigueur de tout amendement; et
- f) toute dénonciation faite en vertu de l'article XI, 5.

8. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, le Gouvernement suisse le fera enregistrer auprès du Secrétaire Général des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article XII

Dispositions transitoires

1. Pour la période commençant à la date de l'entrée en vigueur de l'Accord et prenant fin le 31 décembre suivant, la Conférence prendra des dispositions budgétaires et les dépenses seront couvertes par des contributions des Membres, fixées conformément aux deux paragraphes suivants.

2. Les Etats qui seront parties à l'Accord à la date de son entrée en vigueur et ceux qui pourront y devenir parties au cours de la période qui prendra fin le 31 décembre suivant supporteront ensemble la totalité des dépenses prévues par les arrangements budgétaires que la Conférence pourra adopter conformément au paragraphe 1 du présent article.

A G R E E M E N T
ESTABLISHING THE EUROPEAN
MOLECULAR BIOLOGY CONFERENCE

THE STATES parties to this Agreement,

CONSCIOUS of the important role of molecular biology in the progress of science and the well-being of mankind;

CONSIDERING that there is need for completing and intensifying, through inter-governmental action, the international co-operation already prevailing in this domain;

DESIROUS of developing European co-operation in the domain of molecular biology with a view to encouraging activities which are of particular scientific merit;

TAKING NOTE of the acceptance by the European Molecular Biology Organization (hereinafter referred to as "EMBO") of those provisions of the present Agreement which concern it;

HAVE AGREED as follows:

Article I

Establishment of the Conference

A European Molecular Biology Conference, hereinafter referred to as "the Conference", is hereby established.

Article III

The Conference

1. The Members of the Conference are the States parties to this Agreement.

2. The Conference may, by decision taken by unanimous vote of the Members present and voting, permit other European States, as well as States which have made an important contribution to the work of EMBO from its foundation, to become Members by acceding to this Agreement after it has come into force.

3. The Conference may, by unanimous vote of the Members present and voting, establish co-operation with non-Member States, national bodies or international governmental or non-governmental organizations. The conditions and terms of such co-operation shall be defined by the Conference, by unanimous vote of the Members present and voting, in each case according to the circumstances.

Article IV

Procedure and Functions of the Conference

1. The Conference shall meet once a year in ordinary session. It may also meet in extraordinary session at the request of two-thirds of all the Members.

2. Each Member shall be represented by not more than two delegates, who may be accompanied by advisers. The Conference shall elect a President and two Vice-Presidents for a term extending until the next ordinary session.

- k) approve and publish its audited annual accounts;
 - l) approve the annual report presented by the Secretary-General.
4. a) (i) Each Member shall have one vote in the Conference.
- (ii) A Member shall nevertheless not be entitled to vote with regard to the execution of a Special Project unless it has agreed to participate in that Project.
- (iii) States which have signed but not yet ratified, accepted or approved this Agreement may be represented at the Conference and take part in its work, without the right to vote, for a period of two years after the coming into force of the Agreement.
- (iv) A Member shall have no vote in the Conference if it has not paid its contributions for two consecutive financial years.
- b) Except where otherwise stipulated in this Agreement, decisions of the Conference shall be taken by a majority of the Members present and voting.
- c) The presence of delegates of a majority of all Members shall be necessary to constitute a quorum at any meeting of the Conference.

Article V

The Secretary-General

1. The Conference shall appoint, by a two-thirds majority of all Members, a Secretary-General for a defined period of time. He shall remain in office until the appointment of his successor. The Secretary-

- c) any other resources, in particular gifts offered by private organizations or individuals, subject to the prior approval of the Conference given by a two-thirds majority of those present and voting.

Article VII

Contributions and Auditing

1. Each Member shall contribute both to the expenses resulting from the realisation of the General Programme and to those relating to the functioning of the Conference, in accordance with a scale which shall be decided upon every three years by the Conference by a two-thirds majority of all the Members and shall be based on the average net national income at factor cost of each Member for the last three preceding years for which statistics are available.

2. The Conference may decide, by a two-thirds majority of all Members, to take account of any special circumstances affecting a Member and to modify its contribution accordingly. In applying this provision the term "special circumstances" shall be held to include in particular a situation in which the per capita national income of a Member State is less than an amount which the Conference shall fix by a two-thirds majority.

3. If a State becomes a party to the Agreement, or ceases to be a party, the scale of contributions mentioned in paragraph 1 shall be modified. The new scale shall take effect as from the beginning of the financial year following.

4. The Secretary-General shall notify Members of the amount of their contributions in accounting units representing a weight of 0.88867088 grammes of fine gold, and of the dates on which payments shall be made.

4. Amendments shall come into force 30 days after the deposit of the last written notification of acceptance.

Article X

Winding - up

Subject to any agreement which may be made between Members with regard to the winding-up of the Conference, the Secretary-General shall be entrusted with all questions arising from the winding-up of the Conference. Except where otherwise provided by the Conference, the surplus shall be distributed among the Members in proportion to the contributions paid by them since the dates of their becoming parties to this Agreement. In the event of a deficit, this shall be met by the Members in the same proportions as those in which their contributions have been assessed for the current financial year.

Article XI

Final Provisions

1. This Agreement shall be open for signature by the States which have drawn it up.

2. This Agreement shall be subject to ratification, acceptance or approval. The appropriate instruments shall be deposited with the Government of Switzerland.

3. Any State not a signatory to this Agreement may accede on condition that it satisfies the provisions of Article III, paragraph 2. The instruments of accession shall be deposited with the Government of Switzerland.

- a) all signatures;
- b) the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- c) the entry into force of this Agreement;
- d) all written acceptances notified under Article IX, paragraph 3;
- e) the entry into force of any amendment; and
- f) any denunciation signified in accordance with Article XI, paragraph 5.

8. The Government of Switzerland shall, upon the coming into force of this Agreement, register it with the Secretary-General of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

Article XII

Transitional Provisions

1. For the period from the entry into force of the Agreement to 31 December following, the Conference shall make budgetary arrangements and expenditure shall be covered by assessments upon Member States established in accordance with the following two paragraphs.

2. States parties to the Agreement upon its coming into force, and States which may become parties up to 31 December following, shall together bear the whole of the expenditure foreseen in the provisional budgetary arrangements which the Conference may adopt in accordance with paragraph 1 of this Article.

Ü B E R E I N K O M M E N
ZUR GRÜNDUNG EINER EUROPÄISCHEN KONFERENZ
FÜR MOLEKULARBIOLOGIE

DIE VERTRAGSSTAATEN dieses Übereinkommens,

ÜBERZEUGT von der Bedeutung der Molekularbiologie für den Fortschritt der Wissenschaft und für das Wohl der Menschheit;

IN DER ERWÄGUNG, dass es nötig ist, die auf diesem Gebiete bereits bestehende internationale Zusammenarbeit durch zwischenstaatliche Massnahmen zu ergänzen und zu vertiefen;

IN DEM WUNSCH, die europäische Zusammenarbeit auf dem Gebiete der Molekularbiologie zu verstärken, um dadurch Tätigkeiten von besonderem wissenschaftlichem Wert zu fördern;

IN KENNTNIS DESSEN, dass die Europäische Molekularbiologie-Organisation (im folgenden als "EMBO" bezeichnet) die sie betreffenden Bestimmungen dieses Übereinkommens angenommen hat;

SIND wie folgt ÜBEREINGEKOMMEN:

Artikel I

Gründung der Konferenz

Hiermit wird eine Europäische Konferenz für Molekularbiologie gegründet (im folgenden als "Konferenz" bezeichnet).

Artikel III

Die Konferenz

1. Mitglieder der Konferenz sind die Vertragsstaaten dieses Übereinkommens.

2. Anderen europäischen Staaten sowie solchen Staaten, die seit Gründung der EMBO einen wichtigen Beitrag zu deren Arbeiten geleistet haben, kann die Konferenz durch einstimmigen Beschluss der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten gestatten, durch Beitritt zu diesem Übereinkommen nach dessen Inkrafttreten Mitgliedstaaten zu werden.

3. Die Konferenz kann durch einstimmigen Beschluss der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten mit Nichtmitgliedstaaten, nationalen Einrichtungen, zwischenstaatlichen oder internationalen nichtstaatlichen Organisationen eine Zusammenarbeit aufnehmen. Die Voraussetzungen und die Art und Weise dieser Zusammenarbeit legt die Konferenz im Einzelfall entsprechend den Umständen durch einstimmigen Beschluss der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten fest.

Artikel IV

Verfahren und Aufgaben der Konferenz

1. Die Konferenz tritt einmal im Jahr zu einer ordentlichen Tagung zusammen. Auf Antrag von zwei Dritteln aller Mitgliedstaaten kann sie ferner zu einer ausserordentlichen Tagung zusammentreten.

2. Jeder Mitgliedstaat wird durch höchstens zwei Delegierte vertreten, die von Beratern begleitet sein können. Die Konferenz wählt einen Präsidenten und zwei Vizepräsidenten, deren Amtszeit bis zur nächsten ordentlichen Tagung währt.

- k) genehmigt und veröffentlicht ihre geprüften Jahresabrechnungen;
 - l) genehmigt den vom Generalsekretär vorgelegten Jahresbericht.
4. a) (i) Jeder Mitgliedstaat hat in der Konferenz eine Stimme.
- (ii) Ein Mitgliedstaat ist jedoch in bezug auf die Durchführung eines Sondervorhabens nur dann stimmberechtigt, wenn er sich bereit erklärt hat, an diesem Vorhaben teilzunehmen.
- (iii) Staaten, die dieses Übereinkommen unterzeichnet, aber noch nicht ratifiziert, angenommen oder genehmigt haben, können sich nach seinem Inkrafttreten noch zwei Jahre lang ohne Stimmrecht in der Konferenz vertreten lassen und an ihren Arbeiten teilnehmen.
- (iv) Ein Mitgliedstaat ist in der Konferenz nicht stimmberechtigt, wenn er während zweier aufeinanderfolgender Rechnungsjahre seine Beiträge nicht geleistet hat.
- b) Soweit in diesem Übereinkommen nichts anderes vorgesehen ist, bedürfen die Beschlüsse der Konferenz der Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten.
- c) Die Konferenz ist verhandlungs- und beschlussfähig, wenn in der Sitzung die Delegierten der Mehrheit der Mitgliedstaaten anwesend sind.

Artikel V

Der Generalsekretär

1. Die Konferenz ernennt mit Zweidrittelmehrheit aller Mitgliedstaaten einen Generalsekretär für eine bestimmte Amtszeit. Er bleibt bis zur Ernennung seines Nachfolgers im Amt. Der Generalsekretär unterstützt

- c) durch alle sonstigen Einnahmen, insbesondere jegliche von privaten Organisationen und Privatpersonen angebotenen Schenkungen; deren Annahme bedarf jedoch der mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden und abstimmenden Mitgliedstaaten erteilten vorherigen Genehmigung durch die Konferenz.

Artikel VII

Beiträge und Rechnungsprüfung

1. Jeder Mitgliedstaat leistet Beiträge zu den aus der Durchführung des Allgemeinen Programms entstehenden und zu den mit der Tätigkeit der Konferenz zusammenhängenden Ausgaben nach einem Schlüssel, den die Konferenz alle drei Jahre mit Zweidrittelmehrheit aller Mitgliedstaaten beschliesst, und zwar auf der Grundlage des durchschnittlichen Nettovolkseinkommens zu Faktorkosten eines jeden Mitgliedstaates während der letzten drei Jahre, für welche Statistiken vorliegen.

2. Die Konferenz kann mit Zweidrittelmehrheit aller Mitgliedstaaten beschliessen, die besonderen Verhältnisse eines Mitgliedstaates zu berücksichtigen und dessen Beitrag den Gegebenheiten anzupassen. Besondere Verhältnisse im Sinne dieser Bestimmung sind vor allem dann gegeben, wenn das Volkseinkommen je Kopf der Bevölkerung eines Mitgliedstaates niedriger ist als ein von der Konferenz mit der gleichen Mehrheit beschlossener Betrag.

3. Wird ein Staat Vertragsstaat des Übereinkommens oder hört er auf, Vertragsstaat zu sein, so wird der in Absatz 1 erwähnte Beitragschlüssel geändert. Der neue Schlüssel tritt mit Beginn des folgenden Rechnungsjahres in Kraft.

4. Der Generalsekretär notifiziert den Mitgliedstaaten die Höhe ihrer Beiträge in Rechnungseinheiten zu 0,88867088 g Feingold und die Termine, zu denen die Zahlungen fällig werden.

4. Änderungen treten dreissig Tage nach Hinterlegung der letzten schriftlichen Annahme in Kraft.

Artikel X

Auflösung

Vorbehaltlich einer zwischen den Mitgliedstaaten über die Auflösung der Konferenz getroffenen Übereinkunft wird der Generalsekretär mit der Regelung aller Auflösungsfragen beauftragt. Sofern die Konferenz nichts anderes beschliesst, werden Überschüsse unter den Mitgliedstaaten im Verhältnis der Beiträge verteilt, die sie seit dem Tag geleistet haben, an dem sie Vertragsstaaten wurden. Ein etwaiger Fehlbetrag wird von diesen Mitgliedstaaten im Verhältnis der für das laufende Rechnungsjahr festgesetzten Beiträge gedeckt.

Artikel XI

Schlussbestimmungen

1. Dieses Übereinkommen liegt für die Staaten, die es abgefasst haben, zur Unterzeichnung auf.

2. Dieses Übereinkommen bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung. Die diesbezüglichen Urkunden werden bei der schweizerischen Regierung hinterlegt.

3. Nach dem Inkrafttreten dieses Übereinkommens kann ihm jeder Staat, der es nicht unterzeichnet hat, beitreten, sofern er die Voraussetzungen des Artikels III Absatz 2 erfüllt. Die Beitrittsurkunden werden bei der schweizerischen Regierung hinterlegt.

- a) jede Unterzeichnung;
- b) jede Hinterlegung einer Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde;
- c) das Inkrafttreten dieses Übereinkommens;
- d) jede nach Artikel IX Absatz 3 schriftlich notifizierte Annahme;
- e) das Inkrafttreten jeder Änderung;
- f) jede nach Artikel XI Absatz 5 erfolgte Kündigung.

8. Die schweizerische Regierung lässt dieses Übereinkommen alsbald nach seinem Inkrafttreten nach Artikel 102 der Charta der Vereinten Nationen bei deren Generalsekretär registrieren.

Artikel XII

Übergangsbestimmungen

1. Für die Zeit vom Inkrafttreten dieses Übereinkommens bis zum darauf folgenden 31. Dezember trifft die Konferenz Budgetregelungen, und die Ausgaben werden durch Veranlagung der Mitgliedstaaten nach den Absätzen 2 und 3 gedeckt.

2. Die Staaten, die bei Inkrafttreten dieses Übereinkommens Vertragsstaaten sind, und die Staaten, die bis zum darauf folgenden 31. Dezember Vertragsstaaten werden, bestreiten gemeinsam die gesamten Ausgaben, die in den vorläufigen Budgetregelungen vorgesehen sind, welche die Konferenz nach Absatz 1 treffen kann.

Pour l'Autriche:
For Austria:
Für Oesterreich:

Dr. Anton Grösel

Pour la Belgique:
For Belgium:
Für Belgien:

Pour le Danemark:
For Denmark:
Für Dänemark:

M. G. I. Melchior.

Pour l'Italie:
For Italy:
Für Italien:

Smoquina

Pour la Norvège:
For Norway:
Für Norwegen:

Arne Langeland

Pour les Pays-Bas:
For the Netherlands:
Für die Niederlande:

Johan Kaufmann

Pour la Suisse:
For Switzerland:
Für die Schweiz:

Spühler

ANNEXE A L'ACCORD
INSTITUANT LA CONFERENCE EUROPEENNE DE BIOLOGIE MOLECULAIRE

Barème des contributions établi par le CERN, pour l'année 1967,
sur la base de la moyenne des revenus nationaux
des années 1962 à 1964

Ce barème est mentionné ici exclusivement aux fins de l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article XI. Il ne préjuge en aucune façon les décisions qui devront être prises par la Conférence en vertu du paragraphe 1 de l'article VII au sujet des barèmes futurs des contributions.

	%
Autriche	1,87
Belgique	3,51
Danemark	2,02
Espagne	4,26
France	19,06
Grèce	1,16
Italie	11,08
Norvège	1,39
Pays-Bas	3,82
République fédérale d'Allemagne	22,96
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	21,84
Suède	3,96
Suisse	3,07
	100,00

ANLAGE ZU DEM
ÜBEREINKOMMEN ZUR GRÜNDUNG EINER EUROPÄISCHEN
KONFERENZ FÜR MOLEKULARBIOLOGIE

Beitragsschlüssel, berechnet von CERN für das Jahr 1967
auf der Grundlage des durchschnittlichen Volkseinkommens 1962 - 1964

Dieser Schlüssel dient lediglich der Anwendung des Artikels XI Absatz 4 a). Er greift den Beschlüssen nicht vor, welche die Konferenz nach Artikel VII Absatz 1 über künftige Beitragsschlüssel zu fassen haben wird.

	%
Belgien	3,51
Dänemark	2,02
Bundesrepublik Deutschland	22,96
Frankreich	19,06
Griechenland	1,16
Italien	11,08
Niederlande	3,82
Norwegen	1,39
Österreich	1,87
Schweden	3,96
Schweiz	3,07
Spanien	4,26
Vereinigtes Königreich von Gross- britannien und Nordirland	21,84
	100,00